

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 31/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NORDTOLE Conteneurs et Systèmes**

ZAC du Moulin Blanc

Rue du Champ des Oiseaux  
59230 Saint-Amand-Les-Eaux

Références : 2024-V3-322  
Code AIOT : 0007001070

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement NORDTOLE Conteneurs et Systèmes implanté ZAC du Moulin Blanc - Rue du Champ des Oiseaux - 59230 Saint-Amand-les-Eaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORDTOLE Conteneurs et Systèmes
- ZAC du Moulin Blanc - Rue du Champ des Oiseaux - 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 1997 modifié l'autorisant à exploiter à Saint Amand-les-Eaux une unité de fabrication et maintenance de conteneurs

industriels.

Les activités sont aujourd'hui réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2019, suite à la scission du site entre les sociétés NCS et NCG.

La société NCS est propriétaire des bâtiments et des terrains. La société NCG a quitté le site en début 2024.

Les activités de NCS sont les suivantes :

- l'activité conteneurs neufs : fabrication de conteneurs GRV métalliques pour l'industrie cosmétique, pharmaceutique, peinture ;
- l'activité opérateur : maintenance, lavage et entretien des conteneurs, essentiellement pour le secteur de l'automobile.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejet eaux	Arrêté Préfectoral du 26/03/2019, article 4.3.11.II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Porté-à-connaissance	AP Complémentaire du 26/03/2019, article 1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet eaux	Arrêté Préfectoral du 26/03/2019, article 4.3.11.I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait suite aux visites et contrôles inopinés réalisés depuis 2022, qui ont mis en évidence des dépassements récurrents sur plusieurs paramètres ainsi que la mise en œuvre par l'exploitant d'un plan d'action visant à maîtriser la qualité de ses rejets.

Lors de cette visite, il est constaté que le débit maximal de l'installation de traitement est de 12 m<sup>3</sup>/h, avec une moyenne journalière de 10 à 20 m<sup>3</sup>, indiquant un fonctionnement conforme à la prescription contrôlée.

L'inspection relève toujours le dépassement de valeur limite d'émission pour plusieurs paramètres, notamment les hydrocarbures, le pH et les fluorures dans l'autosurveillance.

L'inspection maintient la proposition faite à M le Préfet du Nord, à l'issue à la suite des inspections du 17 octobre 2022 et 02 novembre 2023, de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses prescriptions relatives à la qualité de ces rejets.

Par ailleurs, l'exploitant a modifié son installation (déplacement de la cuve de floculation et modification du réseau de canalisation de la station de traitement physico-chimique) sans en informer au préalable le Préfet du Nord alors qu'il en a l'obligation réglementaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejet EAUX - Quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2019, article 4.3.11.I			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
	Instantané (en m <sup>3</sup> /h)	Maximum journalier (en m <sup>3</sup> /j)	Moyen mensuel (en m <sup>3</sup> /j)
Débit maximal	12	50	27
Débit spécifique	8 l/m <sup>2</sup>		
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'un compteur d'eau sur l'installation de traitement. Le relevé du compteur indique : 40885,3 m <sup>3</sup> . L'exploitant présente à l'inspection le cahier où est noté le relevé quotidien du compteur. Par calcul différentiel le volume d'eau passée dans le STEP entre le 9 et le 10 septembre est de 10 m <sup>3</sup> . La moyenne journalière est de 10 à 20 m <sup>3</sup> . Le fonctionnement de l'installation de traitement ce fait par bâchée. Le débit de la pompe entre le traitement physico-chimique et biologique est de 12 m <sup>3</sup> /h.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 2 : Rejet EAUX - Qualité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2019, article 4.3.11.II			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE Eaux résiduaires			
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Température, pH et couleur La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C, leur pH est compris entre 6,5 et 9  III. Substances polluantes À compter du 1 janvier 2020, le rejet des eaux résiduaires doit en sortie de station d'épuration du site se conformer aux valeurs limites supérieures du tableau ci-après :			
PARAMÈTRES	Concentrations en (mg/l)	Flux journalier (en kg/j)	Flux journalier (en kg/j)
	Moyenne journalière	Maximal journalier	Moyen mensuel
MES	30	2	1,05
DCO	2000	100	70
Azote global	30	2	1,05
Phosphore total	10	0,5	0,35
Indice hydrocarbure	5	0,25	0,175
CN (aisément libérables)	0,1	0,005	0,0035
F	15	0,75	0,525
AOX	5	0,25	0,175
Ag	0,5	0,025	0,0175
Al	5	0,25	0,175
Cd	0,2	0,01	0,007
Cr VI	0,1	0,005	0,0035
Cr III	2	0,1	0,0525
Cu	2	0,1	0,0525
Fe	5	0,25	0,175
Hg	0,025	0,00125	0,000875
Ni	2	0,1	0,07
Pb	0,5	0,025	0,0175
Sn	2	0,1	0,07
Zn	3	0,15	0,105
Trichlorométhane (Chloro-forme)	0,25	0,0125	0,00875
<b>Constats :</b>  L'installation est équipée d'un pH-mètre qui effectue des mesures en continu. Lors de la visite, le pH relevé est de 7,56.			

L'exploitant poursuit le plan d'action mis en place depuis la fin de l'année 2022, visant à maîtriser la qualité des rejets. L'inspection est régulièrement informée des avancées de ce plan.

L'analyse de l'autosurveillance transmise par l'entreprise, couvrant la période d'octobre 2023 à septembre 2024, révèle des dépassements récurrents des seuils pour les paramètres suivants :

- MES : 99 % des mesures dépassent les concentrations autorisées, et 13 % des mesures excèdent les seuils en flux ;
- pH : 22 % des mesures sont hors des limites autorisées ;
- Phosphore : 9 % des mesures dépassent la concentration limite ;
- Azote global (NGL) : 91 % des mesures sont hors normes en concentration et 45 % en flux ;
- Hydrocarbures : 36 % des mesures sont au-dessus du seuil autorisé ;
- Fluorures (F<sup>-</sup>) : 55 % des mesures dépassent la concentration autorisée.

Les résultats du contrôle inopiné de la qualité des eaux réalisé lors de la visite montrent un dépassement du seuil pour la concentration en hydrocarbures, avec une mesure de 7,3 mg/l pour un seuil fixé à 5 mg/l.

Par courrier du 20 avril 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la convention de raccordement au réseau public d'assainissement signée le 29 novembre 2019 avec le SIDEN-SIAN qui impose :

Paramètres	Concentrations Maximales sur échantillon 24h (en mg/l)	Flux maximum journalier pour un rejet lissé sur 7 jours/semaine (en kg/j)
DCO	2500	125
DBO5	800	40
MES	300	15
Azote global	200	10
Phosphore total	60	3
<b>Métaux lourds</b>		
Zinc	5	/
Cuivre	2	/
Nickel	5	/
Chrome	1	/
Plomb	1	/
Sélénium	1	/
Cadmium	0.2	/
Mercure	0.05	/
<b>Conditions générales d'admissions des eaux usées</b>		
pH	5,5 à 8,5	
T°	≤ 30°C	
Rapport DCO/DBO5	3,5	

L'exploitant est en cours de rédaction d'un dossier de demande d'autorisation incluant notamment la modification de ces valeurs limites de référence afin de prendre en compte la convention de raccordement.

L'inspection constate que, pour les concentrations et flux journaliers en MES, DCO, azote global et phosphore total, dont un relèvement des valeurs limites d'émission sera prochainement demandé, l'exploitant respecte les seuils fixés par sa convention de gestion.

Toutefois, l'inspection observe que pour les paramètres pH, indice hydrocarbures et fluorures, les

valeurs d'autosurveillance 2024 et/ou les résultats des contrôles inopinés font ressortir des non-conformités. Ces constats recoupent ceux fait par l'inspection depuis 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte tenu des éléments ci-dessus, l'inspection maintient la proposition faite à M. le Préfet du Nord, à la suite des inspections du 17 octobre 2022 et du 2 novembre 2023, de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses prescriptions relatives à la qualité de ses rejets, avec un délai de mise en conformité de trois mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Porté-à-connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2019, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant indique spontanément qu'il a réalisé une modification de son installation de traitement des eaux pendant la période de maintenance estivale. Ainsi, la cuve de floculation a été déplacée afin de permettre l'ouverture d'un mur et d'améliorer la circulation dans l'atelier. Ce déplacement de cuve s'est accompagné d'une modification du réseau de canalisation.  L'inspection rappelle à l'exploitant que toutes modifications des installations doivent faire l'objet d'un porté-à-connaissance adressé à M le Préfet du Nord.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte-tenu des constats ci-avant, l'inspection demande à l'exploitant d'informer Monsieur le Préfet du Nord des modifications intervenues sur l'installation (et notamment l'actualisation des plans de la station de traitement des eaux - réseau de canalisation inclus, accompagné d'une note technique décrivant la nature de travaux réalisés) par le biais d'un porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois